

qualités ont paru si remarquables, que pour les avoir dans son cabinet, le premier ministre (M. Trudeau), homme très frugal, a consenti à en faire le plus important de toute l'histoire du Canada.

Monsieur l'Orateur, les membres du gouvernement actuel nous ont livré de forts beaux discours durant le présent débat sur le discours du trône. Le ministre des Transports (M. Jamieson) et, de fait, le premier ministre ont tous les deux manifesté beaucoup de souci dans leurs propos et péroré sur la compassion et la compréhension qui doivent régner entre les hommes dans la vie publique. Il est évident, monsieur, que l'article 75-C du Règlement a du moins donné au gouvernement actuel la possibilité de se livrer en toute sécurité à de plus hautes aspirations que celles de la dernière session. Comme nous le savons tous, la dernière session a été marquée d'une manière frappante par le langage autoritaire et irritabile des bravaches.

Monsieur l'Orateur, les remarques du premier ministre et celles des motionnaires étaient d'excellents discours. Cependant, ces remarques se réduisent à rien d'autre qu'à des fumisteries et des parlottes. Je pense me faire l'interprète de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre en disant que ces propos n'affectent en rien la substance du discours du trône. Nous savons tous que ce discours n'est ni une promesse ni une solution immédiate aux problèmes de ce pays et toutes les fleurs de rhétorique du premier ministre et de ses ministres n'y changeront absolument rien.

En vue de souligner mon manque de confiance dans le discours du trône, monsieur l'Orateur, je voudrais évoquer les objectifs et les problèmes de ma province. Le préambule du discours du trône a été mis au point entièrement par le premier ministre au cours de plusieurs allocutions prononcées durant l'été, à l'occasion de dîners destinés à réunir des fonds pour le parti libéral. En un certain sens, ce genre de manifestations se sont transformées en tribunes, du haut desquelles les orateurs s'adressent au pays tout entier. Les dîners destinés à réunir des fonds pour le parti libéral sont devenus, pour le premier ministre des occasions de manifester son courage, qui est rare et a quelque chose de napoléonien.

Précisant sa position au sujet des provinces Maritimes et des autres régions dont l'expansion économique accuse un retard, le premier ministre a déclaré le 19 octobre, à Montréal, devant la Fédération libérale du Canada:

● (8.30 p.m.)

Et quand on attaque le problème de l'unité canadienne sous l'aspect économique, ce problème qui fait que les provinces riches, les régions riches, doivent aider les provinces pauvres, les régions pauvres,—c'est Jean Marchand qui fait cela.

Je puis plaider en faveur de ma province. En ce qui concerne les disparités régionales, cet enfant-prodige du parti libéral, ce grand sauveur de l'Est du Canada, où la disparité régionale est manifeste, n'a, hélas, que fait semblant de résoudre les graves problèmes de la région atlantique et les problèmes particulièrement aigus de Terre-Neuve. Dans le discours du trône, il est peu question de la terrible calamité de la disparité régionale et de la nécessité de venir en aide à notre industrie de la pêche. A vrai dire, le discours du trône ne mentionne qu'en ces termes l'industrie de la pêche de l'Est du Canada:

La capacité de concurrence des pêcheries canadiennes a besoin d'être stimulée, non seulement par de nouvelles dispositions concernant l'émission des permis et la mise en marché, mais aussi par l'extension des zones de pêche réservées.

Il est évident que le gouvernement actuel est incapable de s'attaquer aux problèmes qui se posent maintenant au pays, qu'il est devenu tout à fait indifférent à la pauvreté dans les régions et que nous ne pouvons nous attendre qu'à un paternalisme paresseux. J'espère que la Chambre trouve mes remarques provocantes, car la province pour laquelle je parle, Terre-Neuve, a désespérément besoin de l'aide gouvernementale. Les Terre-Neuviens veulent devenir d'actifs collaborateurs à plein temps dans notre Confédération. Nous ne demandons pas un statut particulier mais on saura ce soir que nous réclamons le statut d'égalité.

Des voix: Bravo!

M. Carter: Avant que le premier ministre charge une autre commission d'étude d'aller découvrir les malaises dont souffre le pays, je veux m'assurer que le gouvernement est bien au courant des besoins des régions démunies et qu'il connaît les solutions propres à résoudre nos difficultés les plus pressantes. Les pauvres du pays, qu'ils vivent dans ma province ou dans les bidonvilles de Toronto ou d'Hamilton, vont dire que le premier ministre veut les tromper lorsqu'il laisse entendre que le gouvernement n'en sait pas assez pour améliorer leur triste sort.

Quelques données statistiques, monsieur l'Orateur, montrent que Terre-Neuve a besoin de bien plus d'aide. Depuis bientôt dix ans, des gouvernements libéraux se sont succédé à la direction des affaires du Canada et ils se sont tous engagés à améliorer le mode de vie dans ma province. Et, pourtant, je puis informer la Chambre aujourd'hui qu'à Terre-Neuve, il y a un médecin pour 1,590 habitants, alors que la moyenne nationale est d'un médecin pour 833 habitants.

A l'heure actuelle, un fort pourcentage de notre population gagne moins de \$4,000 par an, ce qui, encore une fois, est bien en dessous de la moyenne nationale. Terre-Neuve a